

2011

Rapport d'activité

Jahresbericht

FCV - VWG

Fédération des Communes Valaisannes
Verband Walliser Gemeinden

Sommaire

Inhaltsverzeichnis

Mot de la Présidente de la FCV	2
Wort der Präsidentin des VWG	3
Rapport d'activité du comité	4
Tätigkeitsbericht des Vorstandes	11
Comptes d'exploitation / Budget	18
Erfolgsrechnung / Budget	19
Bilan / Bilanz	20
Rapport des vérificateurs	21
Revisorenbericht	21
Comité	22
Vorstand	22

Mesdames les Présidentes,
Messieurs les Présidents,
Mesdames, Messieurs les membres des exécutifs,

En tant qu'élément fondamental de notre Etat, les communes représentent – selon le point de vue – le niveau le plus élevé ou le plus bas de la collectivité et ont des tâches très importantes en tant qu'interlocuteurs directs des citoyennes et des citoyens. Depuis un certain temps, les communes, les autorités responsables et les administrations se voient confrontées à des tâches et à des défis toujours plus complexes. Dans ce contexte, il est important que les attentes des communes soient défendues efficacement au prochain échelon de l'Etat, à savoir les autorités cantonales. En tant que Fédération, nous nous engageons avec conviction pour la prise en compte des attentes des communes dans les prises de décision du canton.

Pour cela, il est essentiel que les attentes des communes soient intégrées avec le poids nécessaire dans chaque phase du processus de prise de décision. L'année dernière également, le comité de la FCV a traité un grand nombre de dossiers importants et les a discutés avec les chefs de département et les chefs de service compétents, dans le cadre de rencontres bilatérales. Par ailleurs, les représentants des communes ont pu intervenir directement sur l'élaboration de lois importantes, dans un grand nombre de commissions et de groupes de travail. Enfin, en tant qu'interlocuteur important du canton, la FCV est invitée à faire valoir la position des communes à un stade précoce de la prise de décision, dans le cadre des procédures de consultation. Afin de vous offrir une vision détaillée des activités de la FCV durant l'année écoulée, nous avons le plaisir de vous remettre notre rapport annuel 2011.

Au nom de la Fédération des communes valaisannes, je remercie les membres du Conseil d'Etat de leur collaboration partenariale – même s'il s'agit parfois, pour certaines questions concrètes, de défendre des positions différentes. J'aimerais également remercier les chefs des services cantonaux et leurs collaborateurs/trices, et en particulier Monsieur Maurice Chevrier, chef du service des affaires intérieures et communales, et Monsieur Olivier Beney, délégué aux finances et aux réformes communales, qui ont toujours fait preuve de compréhension et d'ouverture face aux attentes des communes.

Un grand merci va aux membres du comité pour leur soutien et leur engagement en faveur des communes valaisannes, ainsi qu'à notre secrétaire général Oliver Schnyder pour son précieux travail.

Marianne Maret, présidente

Sehr geehrte Damen und Herren Gemeindepräsidenten

Sehr geehrte Damen und Herren Gemeinderäte

Sehr geehrte Damen und Herren

Als Urzellen unseres Staatsgebildes stellen die Gemeinden – je nach Blickwinkel – die erste oder unterste Stufe des Gemeinwesens dar und nehmen als direkte Ansprechpartner der Bürgerinnen und Bürger eine ausgesprochen wichtige Aufgabe wahr. Die Gemeinden, die verantwortlichen Behörden und Verwaltungen, sehen sich seit geraumer Zeit mit immer komplexer werdenden Aufgabenstellungen und Herausforderungen konfrontiert. Nicht zuletzt vor diesem Hintergrund ist es wichtig, dass die Anliegen der Gemeinden bei der nächst höheren Stufe des Staatswesens – den kantonalen Behörden – wirkungsvoll vertreten werden. Als Verband setzen wir uns mit Überzeugung dafür ein, dass die Interessen der Gemeinden bei den Entscheidungsfindungen des Kantons Berücksichtigung finden.

Um dies zu erreichen ist es von zentraler Bedeutung, dass die kommunalen Anliegen in jeder Phase des Entscheidungsprozesses mit dem nötigen Nachdruck eingebracht werden. Auch im vergangenen Jahr hat der Vorstand des VWG eine Vielzahl wichtiger Dossiers behandelt und mit den zuständigen Departementsvorstehern und Dienstchefs in bilateralen Treffen diskutiert. Darüber hinaus haben Vertreter der Gemeinden in einer grossen Zahl von Kommissionen und Arbeitsgruppen auf die künftige Ausgestaltung von Gesetzen direkt Einfluss nehmen können. Schliesslich ist der VWG als wichtiger Ansprechpartner des Kantons eingeladen, im Rahmen der Vernehmlassungsverfahren die Position der Gemeinden bereits in einem frühen Stadium der Entscheidungsfindung einzubringen. Um Ihnen einen vertieften Einblick in die Tätigkeit des VWG im vergangenen Jahr gewähren zu können, freuen wir uns, Ihnen hiermit unseren Jahresbericht 2011 vorzulegen.

Im Namen des Verbandes Walliser Gemeinden danke ich den Mitgliedern des Staatsrates für die partnerschaftlich geprägte Zusammenarbeit – auch wenn es in Sachfragen immer wieder entgegengesetzte Positionen zu vertreten gilt. Danken möchte ich auch den Chefs der kantonalen Dienststellen und deren MitarbeiterInnen und im Besonderen Herrn Maurice Chevrier, Chef der Dienststelle für innere und kommunale Angelegenheiten sowie Herrn Olivier Beney, Delegierter für Finanzen und Gemeindereformen, die den Anliegen der Gemeinden stets mit Verständnis und Offenheit begegnen.

Ein besonderer Dank gilt den Mitgliedern des Vorstandes für ihre Unterstützung und ihr Engagement im Interesse der Walliser Gemeinden sowie unserem Generalsekretär Oliver Schnyder für seine wertvolle Arbeit.

Marianne Maret, Präsidentin

Rapport d'activité 2011

L'année dernière également, la Fédération des Communes Valaisannes s'est engagée dans de nombreux dossiers et problématiques particulièrement importants pour les communes, afin de défendre efficacement les intérêts de ses membres. Ci-après, nous vous présentons le rapport des activités de notre fédération durant l'année écoulée, en nous limitant à la description des principales activités.

Comité / Travail de commissions / Représentation

Durant l'année écoulée, le comité s'est réuni à six reprises. Les objets traités lors des séances du comité sont nombreux et diversifiés. Le comité discute et approuve les prises de position de la fédération dans le cadre de procédures de consultation. Il discute et traite également des sujets d'actualité importants pour les communes. A côté de ces séances de comité ordinaires, des rencontres régulières entre une délégation du comité et les chefs des départements et les chefs de services cantonaux ont également eu lieu, afin de discuter des problèmes d'actualité spécifiques aux départements.

Afin de garantir une activité efficace de la fédération, il est essentiel que les intérêts et les attentes des membres soient intégrés le plus tôt possible dans les processus de décision. La Fédération des Communes Valaisannes s'engage dans ce sens et assure une bonne représentation des communes dans les commissions extraparlimentaires et les groupes de travail.

Durant l'année 2011, les communes ont été représentées dans les groupes de travail et les commissions suivantes:

- Comité de pilotage du Projet nouvelle péréquation financière et répartition des tâches entre canton et communes (RPT II – VS)
- Comité de pilotage mandaté d'accompagner la nouvelle politique en matière de développement territorial
- Groupe de travail concernant la mise en application de l'autorisation électronique de construction
- Comité de pilotage avec mandat de coordination et de soutien des communes pour la mise en application des nouvelles exigences de la Protection de l'enfant et de l'adulte
- Groupe de travail mandaté d'élaborer une nouvelle loi sur l'école primaire
- Groupe de travail mandaté d'élaborer une nouvelle loi cantonale sur la géoinformation
- Commission «forces hydrauliques et communes» dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie de politique énergétique du Canton du Valais
- Groupe d'accompagnement pour l'étude scientifique concernant les lignes à très haute tension
- Commission extraparlimentaire chargée de l'élaboration d'une loi sur le sport
- Groupe de travail traitant la problématique du recyclage et de la revalorisation des matériaux de démolition
- Groupe de travail mandaté de définir la répartition des tâches entre le canton et les communes lors de la prise en charge des mesures d'assistance éducative et de curatelle éducative

- Groupe de travail chargé d'étudier l'opportunité d'élaborer un avant-projet de loi sur la prostitution
- Commission mandatée de la révision de l'ordonnance sur les finances communales
- Comité de Pilotage pour la mise en œuvre de l'extranet entre l'état et les communes
- Commission des conventions du Réseau Santé Valais
- Commission cantonale tripartite chargée de l'observation du marché du travail dans le cadre de la mise en œuvre des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'Union Européenne
- Comité de pilotage «opération fiesta»
- Conseil cantonal de l'instruction publique
- Commission cantonale de la formation professionnelle
- Commission cantonale de la protection des données
- Conférence des Fédérations cantonales auprès de l'association suisse des communes

La Fédération des Communes Valaisannes a non seulement entretenu des liens avec ces commissions cantonales et ces groupes de travail, mais a également eu des contacts réguliers avec les Fédérations des communes d'autres cantons, l'Association des Communes Suisses ainsi qu'avec l'Union des villes suisses. La FCV est par ailleurs membre du groupe de suivi pour la politique régionale et locale de l'Institut des Hautes Etudes en Administration Publique (IDHEAP) à Lausanne.

Procédures de consultation

Après la défense des intérêts des communes dans les délibérations des différents groupes de travail et commissions, une autre tâche importante de la fédération est la défense des intérêts de ses membres dans le deuxième stade de procédure des prises de décision, à savoir les procédures de consultation cantonales. Dans ce but, le comité élabore et approuve des prises de position, qui sont remises à toutes les communes, pour avis. Les communes ont la possibilité de communiquer leurs remarques au secrétariat général et sont invitées à concrétiser et à compléter les prises de position de la fédération, compte tenu de leur situation spécifique.

Au cours de l'année, la FCV a soumis des prises de position sur les thèmes suivants:

- Procédure de consultation sur la deuxième étape du projet de la nouvelle péréquation financière et de la répartition des tâches entre le canton et les communes (Projets législatifs des cinq Départements)
- Procédure de consultation concernant la prolongation de la durée des mandats et la date des élections communales
- Procédure de consultation concernant l'avant-projet de loi réglant le financement des grands projets d'infrastructures du XXI siècle
- Procédure de consultation concernant les mesures de concrétisation dans le cadre de la stratégie de développement économique
- Procédure de consultation sur l'avant-projet de loi sur la médiation
- Procédure de consultation concernant l'avant-projet de loi d'application de la loi fédérale sur les étrangers

- Consultation restreinte sur les propositions de modification de la loi et de l'ordonnance sur les constructions

Rencontre avec le Conseil d'Etat

En complément aux rencontres bilatérales avec différents chefs de départements, le comité de la FCV rencontre une fois par an le Conseil d'Etat. Cette rencontre permet au comité de présenter les exigences et les attentes des communes au Conseil d'Etat et d'échanger des informations sur les affaires en cours avec les membres du gouvernement. La rencontre de l'année dernière a eu lieu le 26 octobre et a permis d'aborder les thèmes suivants:

- Projet de la troisième correction du Rhône: Etat d'avancement des travaux et agenda
- Définition d'un modèle respectivement précision de critères pour accompagner les communes dans le rattachement obligatoire à un EMS voulu par la nouvelle loi sur les soins de longue durée
- Elaboration d'une stratégie par le service de la santé suite à l'étude pilote au sujet des médecins de premier recours pour donner un coup de main aux communes concernées
- Nouvelle politique régionale: Vademecum pour les communes avec des projets concrets possibles pouvant entrer en ligne de compte
- Politique de l'énergie: Stratégie «Forces hydrauliques», applications concrètes sur la base du rapport final du groupe d'experts (suite des travaux)
- Cartes de danger hormis du projet Rhône 3: L'état des procédures d'homologation
- Politique du tourisme: L'agenda pour la livraison de la «boîte à outils»
- Teneurs de cadastre: Mise en place d'un groupe de travail intégrant tous les partenaires concernés avec mandat d'élaborer des solutions permettant d'améliorer la praticabilité et la faisabilité du travail des teneurs de cadastre et assurer la coordination notamment pour la phase transitoire jusqu'à l'informatisation intégrale des Registres fonciers

Séance d'information

La Fédération des Communes Valaisannes organise des manifestations d'information sur des thèmes importants, pour les représentantes et les représentants des communes. L'année dernière, la manifestation d'information a été combinée avec l'assemblée générale ordinaire de la fédération. Dans ce cadre, les chefs des départements concernés et les spécialistes compétents de l'administration cantonale ont présenté les cartes de danger concernant les dangers naturels liés au Rhône. A l'avenir également, la FCV organisera des manifestations d'information sur des thèmes importants pour les communes.

Groupe parlementaire Communes

Une représentation efficace au Grand Conseil représente une condition de base pour une défense efficace des intérêts des communes dans les débats parlementaires. A travers le groupe parlementaire Communes, il s'agit de gagner les députés pour les causes des communes. En outre, cela permet d'intégrer les positions correspondantes dans les prises de décision. Le groupe parlementaire Communes est présidé par Monsieur Jean-Pierre Penon, président de la commune de Conthey et membre du Grand Conseil. Le soutien administratif pour le groupe est assuré par le secrétariat général de la FCV. Le groupe parlementaire Communes est composé de représentants de tous les groupes politiques, ce

qui permet de faire valoir les attentes des communes déjà dans le cadre des débats au sein des différents groupes.

Dossiers spécifiques

◆ **Nouvelle péréquation financière intercommunale et répartition des tâches entre le canton et les communes (RPT II-VS)**

La procédure de consultation concernant l'avant-projet de la deuxième étape de la mise en œuvre de la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre le canton et les communes (RPT II) a pris fin en janvier de l'année dernière. Dans le cadre de cette procédure, la FCV a rédigé une prise de position pour chaque département et l'a remise sous forme consolidée, en tenant compte des retours d'information des communes. Durant l'année dernière, le comité de la FCV a suivi étroitement le projet RPT II, a été informé régulièrement sur l'état d'avancement des travaux parlementaires dans le cadre de ses séances et a, le cas échéant, défini des mesures nécessaires. Fin février, le Conseil d'Etat a approuvé le message relatif à la RPT II, à l'intention du Grand Conseil. Les propositions apportées par la FCV dans le cadre de la consultation ont, en majorité, été prises en compte par le Conseil d'Etat. En ce qui concerne les délais transitoires pour la nouvelle péréquation financière, le Conseil d'Etat a toutefois été moins loin que les 16 ans demandés par la FCV. De même, la fédération a demandé une limitation de la hausse des salaires des enseignants, afin de pouvoir limiter les conséquences financières pour les communes. Le Conseil d'Etat n'a pas suivi cette proposition, et le comité a décidé d'intégrer et de défendre ces deux attentes dans le cadre des prochains débats parlementaires. Ces attentes ont trouvé une oreille attentive auprès de la majorité du Grand Conseil et ont été prises en compte en conséquence. Les nouvelles dispositions légales et les dispositions d'exécution sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2012, à l'exception de la loi sur les soins de longue durée, contre laquelle un référendum a été déposé. Sachant que les calculs ont été faits sur la base de l'année de référence 2008 et qu'une incertitude subsiste quant aux résultats effectifs du projet RPT II, notamment en raison de la croissance ordinaire, la FCV a demandé, dans le cadre du processus législatif, qu'un rapport intermédiaire détaillé soit établi après quatre ans. Celui-ci doit renseigner sur les effets concrets sur les finances communales. En fonction des résultats de ce rapport et du bilan intermédiaire, il s'agira, le cas échéant, de prendre les mesures correctives nécessaires.

◆ **Projet de la 3^{ème} correction du Rhône**

Conformément au postulat transmis par le Grand Conseil, le Conseil d'Etat a mis en place un groupe d'experts chargé de soumettre à une analyse technique et juridique les projets déposés par les communes. Bien que le postulat exige la participation des communes concernées, celles-ci n'ont pas été intégrées par le canton ni par le groupe d'experts. La FCV est alors intervenue au nom des communes concernées auprès du département compétent et du groupe d'experts pour demander que les communes concernées soient intégrées dans le processus. Le canton a donné suite à la demande de la FCV. Lors de plusieurs séances avec les communes et les représentants des cantons ainsi que le président du groupe d'experts, il s'est alors agi de régler de manière détaillée les étapes de la procédure et d'entretenir des échanges d'information réguliers. Dans ce cadre, les communes ont demandé avec détermination que, conformément à la lettre du postulat transmis par le Grand Conseil, les différentes variantes fassent l'objet d'une comparaison détaillée. Durant le 2^{ème} semestre 2011, des visites des lieux ont été réalisées dans les communes concernées, et le rapport du groupe d'experts est attendu pour le 1^{er} trimestre 2012.

◆ Remboursement des frais d'itinéraires aux apprentis

Pour l'année scolaire 2010/2011, le département compétent et le service cantonal ont introduit, dans un délai extrêmement court, le système des rail-checks, et cela sans consulter ni informer préalablement les milieux concernés, en particulier les communes. Dans la perspective de l'année scolaire 2011/2012, la FCV a demandé au département compétent que les problèmes connus de ce nouveau système soient rapidement éliminés et que les communes et autres partenaires soient informés assez tôt et de manière détaillée. En outre, la FCV a demandé la mise en place d'un groupe de travail avec des représentants des communes pour définir conjointement avec le canton les mesures à prendre. Le groupe de travail s'est réuni à plusieurs reprises, et les représentants des communes ont adressé leurs attentes aux services compétents. Le canton a alors décidé d'en rester au système actuel des rail-checks pour l'année scolaire 2011/2012. Contrairement à ce qui avait été le cas pour l'année scolaire 2010/2011, les représentants des services compétents ont assuré que les partenaires (notamment les communes, les apprentis et les entreprises de transport) seraient informés assez tôt et de manière détaillée de la procédure et que des mesures de contrôle efficaces seraient introduites. Par ailleurs, les factures des CFF doivent, comme déjà l'année précédente, être réglées à l'avance par le canton, puis être répercutées aux communes concernées après calcul d'une moyenne cantonale par apprenti. Contrairement à la proposition du Conseil d'Etat soumise dans le cadre de la consultation relative à la RPT II, on a pu obtenir, en plus, que l'organisation des transports des apprentis soit, à l'avenir, entièrement assurée par le canton. L'introduction d'un nouveau système avec un abonnement générale pour jeunes pour l'ensemble du Valais pourra se faire au plus tôt pour l'année scolaire 2013/2014, du fait que les CFF ne sont pas en mesure de présenter une solution avant la prochaine modification tarifaire de fin 2012.

◆ Problèmes dans le domaine des teneurs de cadastre

Diverses modifications et nouvelles prescriptions ont conduit à des problèmes et à des désaccords concernant les travaux des teneurs de cadastre. Quelques-unes de ces modifications ont donné lieu, dans la pratique, à des surcoûts importants au niveau des teneurs de registres et étaient plus que douteuses quant à leur aspect pratique. D'un côté, il s'agit de mesures à court et à moyen terme, par exemple les nouvelles exigences relatives au protocole de mutation. D'un autre côté, cela concerne également des projets à plus long terme, tels que la mise en œuvre concrète du projet de registre foncier 2020. D'une manière générale, on a dû constater un manque de collaboration et de coordination entre les départements compétents et les teneurs de cadastre. La FCV est alors intervenue de manière répétée auprès des services compétents pour demander une mise au point. Au moyen d'une lettre aux communes, le service compétent a transmis des informations complémentaires, au printemps de l'année dernière. Ces informations complémentaires n'ont toutefois pas permis de résoudre les problèmes existants, et la FCV a demandé la convocation d'une séance réunissant tous les partenaires impliqués du côté des communes et du canton. Cette séance a eu lieu à l'automne de l'année dernière, sous la direction du chef du département compétent, le Conseiller d'Etat Cina. Lors de cette séance, les représentants de l'association des teneurs de cadastre ont pu exprimer leurs réserves et leurs exigences. Cet échange de vues doit servir de base pour les futures mesures d'amélioration de la collaboration et de la coordination entre le canton et les communes ainsi que les teneurs de cadastre. A la demande de la FCV et des teneurs de cadastre présents, il a également été convenu de mettre en place un groupe de travail destiné à élaborer des solutions pratiques et réalistes pour les problèmes soulevés, sous la direction de Martin Zurwerra, secrétaire général adjoint du DEET, et avec la participation de toutes les parties concernées.

◆ **Consultation restreinte sur les propositions de modification de la loi et de l'ordonnance sur les constructions**

Dans le cadre d'une consultation restreinte, la FCV et les départements cantonaux ont été invités à prendre position sur les propositions de modification de la loi et de l'ordonnance sur les constructions. A l'issue de cette consultation restreinte et avant l'adoption du message du Conseil d'Etat à l'intention du Grand Conseil, une procédure de consultation ordinaire aura lieu auprès des milieux intéressés. Le comité de la FCV a discuté les propositions de modification dans le cadre de deux séances et a clairement précisé qu'il se réserve la possibilité de consulter ses membres dans le cadre de la consultation ordinaire et de tenir compte de leurs avis dans la prise de position définitive de la fédération. Une modification importante propose qu'avec le nouveau système, les communes consultent les divers services cantonaux directement et non plus par le biais de la coordination de la commission cantonale de construction, pour les dossiers de construction qui relèvent de leur compétence. Le comité salue, dans son principe, la possibilité que les communes puissent, nouvellement, consulter directement les services cantonaux compétents et ainsi accélérer la procédure d'autorisation. Le comité demande toutefois qu'à l'avenir, les communes puissent choisir si elles veulent passer par la coordination, comme c'est le cas actuellement, ou s'adresser directement aux services compétents. Cela, du fait que s'adresser directement aux services entraîne des coûts supplémentaires pour les communes et que cela pourrait devenir problématique, notamment pour les communes de petite à moyenne taille. Par ailleurs, il y a lieu de s'assurer que les services cantonaux concernés disposent des ressources nécessaires pour répondre aux demandes des communes dans un délai utile et obtenir une accélération effective de la procédure. La FCV communiquera sa prise de position aux communes dans le cadre de la consultation ordinaire et tiendra compte des remarques éventuelles de celles-ci dans sa prise de position définitive.

◆ **Programme d'actions eGouvernement du Secrétariat d'état à l'économie**

Le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) a lancé un programme d'action sur le thème de la cyberadministration et a contacté la FCV dans ce contexte. L'objectif consiste à soutenir les collectivités de droit public dans leurs efforts dans le domaine de la cyberadministration et à améliorer la qualité des instruments mis à disposition et des renvois aux sites Internet des communes. La FCV salue cette initiative de la Confédération et a assuré de son soutien les représentants de ce projet lors d'une réunion. Dans ce cadre, on formera un groupe de travail composé de représentants des communes, qui devra définir les domaines et les travaux prioritaires et élaborer, sur cette base, des contenus Internet concrets dans ces domaines, en collaboration avec les responsables du projet de la Confédération. Ces contenus et textes Internet standardisés seront ensuite mis à disposition de toutes les communes, comme base. Les communes auront alors la possibilité, sur la base de ces documents, d'élaborer leurs propres sites Internet.

◆ **Prise en compte des dangers naturels dans l'Aménagement du territoire**

La FCV a attiré l'attention de manière répétée sur le fait que les conséquences des dangers naturels avaient un impact important sur l'aménagement du territoire à l'échelle communale. Par ailleurs, on a constaté une certaine insécurité et une information insuffisante dans ce domaine. A la demande de la FCV, le service de l'aménagement du territoire a élaboré, l'année dernière, une brochure illustrant les relations entre les dangers naturels, l'élaboration des cartes de danger et l'aménagement du territoire, et présentant les différentes étapes de la procédure.

Cette brochure a été présentée au comité, qui s'est montré convaincu que ce document représente un précieux instrument d'information et de travail pour les communes. D'une

part, il facilitera le travail des communes et, d'autre part, il apportera des réponses aux questions les plus urgentes dans le domaine des dangers naturels et de l'aménagement du territoire.

La Présidente:

Marianne Maret

Le Secrétaire général:

Oliver Schnyder

Tätigkeitsbericht 2011

Der Verband Walliser Gemeinden hat sich auch im vergangenen Verbandsjahr in zahlreichen Dossiers und Problemstellungen, die für die Gemeinden von besonderer Bedeutung sind, mit dem Ziel einer erfolgreichen Vertretung der Anliegen seiner Mitglieder engagiert. Im Folgenden legen wir Ihnen den Bericht über die Tätigkeiten unseres Verbandes im vergangenen Jahr vor und beschränken uns dabei auf die Darlegung der wichtigsten Aktivitäten.

Vorstand / Kommissionsarbeit / Repräsentationen

Der Vorstand traf sich im vergangenen Verbandsjahr zu insgesamt sechs Sitzungen. Die Traktanden der Vorstandssitzungen sind zahlreich und vielschichtig zugleich. Der Vorstand diskutiert und verabschiedet die Stellungnahmen des Verbandes im Rahmen von Vernehmlassungsverfahren und diskutiert und bearbeitet aktuelle, wichtige Themen für die Gemeinden. Nebst diesen ordentlichen Vorstandssitzungen haben auch im vergangenen Jahr regelmässig Treffen einer Delegation des Vorstandes mit den kantonalen Departementsvorstehern und Dienstchefs stattgefunden, um departementsspezifische und aktuelle Probleme zu besprechen.

Für die Gewährleistung einer wirkungsvollen Verbandstätigkeit ist es von zentraler Bedeutung, dass die Interessen und Anliegen der Mitglieder in einem möglichst frühen Stadium in die Entscheidungsprozesse eingebracht werden. Der Verband Walliser Gemeinden engagiert sich in diesem Zusammenhang und stellt sicher, dass in den ausserparlamentarischen Kommissionen und Arbeitsgruppen eine gute Vertretung der Gemeinden gewährleistet ist.

Im vergangenen Jahr waren die Gemeinden in folgenden Arbeitsgruppen und Kommissionen vertreten:

- Kantonale Steuerungsgruppe für das Projekt der Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden (NFA II–VS)
- Kantonaler Lenkungsausschuss betreffend Neuausrichtung der Politik im Bereich Raumentwicklung
- Arbeitsgruppe betreffend Umsetzung der elektronischen Baubewilligung
- Lenkungsausschuss zur Koordination und Unterstützung der Gemeinden im Rahmen der Umsetzung der neuen Anforderungen an den Kinder- und Erwachsenenschutz
- Arbeitsgruppe mit dem Mandat der Erarbeitung eines neuen Primarschulgesetzes
- Kommission zur Erarbeitung neuer kantonalen Ausführungsbestimmungen im Bereich GeoInformation
- Kommission „Wasserkraft und Gemeinden“ im Rahmen der Erarbeitung einer Strategie für die künftige Energiepolitik des Kantons Wallis
- Arbeitsgruppe betreffend Recycling und Aufbereitung von Abfallmaterialien
- Arbeitsgruppe mit dem Auftrag der Definition der Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden bei Massnahmen der Erziehungsbeistandschaft
- Ausserparlamentarische Kommission mit dem Auftrag der Erarbeitung eines kantonalen Gesetzes über den Sport
- Kommission mit dem Auftrag der Revision der Verordnung über die Gemeindefinanzen

- Arbeitsgruppe mit dem Auftrag der Erarbeitung eines Gesetzesvorentwurfs über die Prostitution
- Commission des conventions des Gesundheitsnetzes Wallis
- Projekt-Lenkungsausschuss elektronische Vernetzung der Gemeinden mit dem Kanton
- Kantonale tripartite Kommission zur Beobachtung des Arbeitsmarktes im Zusammenhang mit den flankierenden Massnahmen zur Personenfreizügigkeit
- Kantonale Berufsbildungskommission
- Kantonale Bildungskommission
- Kantonale Datenschutzkommission
- Konferenz der kantonalen Gemeindeverbände beim Schweizerischen Gemeindeverband

Der Verband Walliser Gemeinden pflegte über diese kantonalen Kommissionen und Arbeitsgruppen hinaus einen regelmässigen Kontakt und Austausch mit den Gemeindeverbänden anderer Kantone, dem Schweizerischen Gemeindeverband sowie dem Schweizerischen Städteverband. Zudem ist der VWG Mitglied der Begleitgruppe für Regional- und Lokalpolitik des Institut des Hautes Etudes en Administration Publique (IDHEAP) in Lausanne.

Vernehmlassungsverfahren

Nach der Vertretung der Anliegen der Gemeinden in den Beratungen der verschiedenen Arbeitsgruppen und Kommissionen besteht eine weitere wichtige Aufgabe des Verbandes in der Vertretung der Interessen seiner Mitglieder im zweiten Verfahrensstadium der Entscheidungsfindung, den kantonalen Vernehmlassungsverfahren. Zu diesem Zweck erarbeitet und verabschiedet der Vorstand Stellungnahmen, die sämtlichen Gemeinden zur Konsultation zugestellt werden. Die Gemeinden haben jeweils die Möglichkeit, ihre Bemerkungen dem Generalsekretariat mitzuteilen und sind eingeladen, die Stellungnahmen des Verbandes unter Berücksichtigung ihrer individuellen Situation zu konkretisieren und zu ergänzen.

Der VWG hat im Verlaufe des vergangenen Jahres zu folgenden Themenbereichen Stellungnahmen eingereicht:

- Vernehmlassungsverfahren betreffend den Vorentwurf der zweiten Umsetzungsetappe der Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden
- Vernehmlassungsverfahren betreffend Verlängerung der Mandatsdauer und Datum der kommunalen Wahlen
- Vernehmlassungsverfahren betreffend Gesetzesvorentwurf über die Finanzierung der Infrastrukturgrossprojekte des XXI. Jahrhunderts
- Vernehmlassungsverfahren betreffend Massnahmen zur Konkretisierung der Strategie für die Wirtschaftsentwicklung
- Vernehmlassungsverfahren betreffend Vorentwurf eines Gesetzes über die Mediation
- Vernehmlassungsverfahren betreffend Vorentwurf eines Einführungsgesetzes zum Bundesgesetz über die Ausländer
- Eingeschränkte Vernehmlassung betreffend Abänderungsvorschlägen zum Baugesetz und dessen Verordnung

Treffen mit dem Staatsrat

In Ergänzung zu den bilateralen Treffen mit einzelnen Departementsvorstehern trifft sich der Vorstand des VWG einmal jährlich mit dem Gesamtstaatsrat. Diese Begegnung bietet dem Vorstand die Möglichkeit, die Forderungen und Anliegen der Gemeinden vor dem Gesamtstaatsrat anzubringen sowie einen gegenseitigen Informationsaustausch zu laufenden Angelegenheiten mit den Mitgliedern der Regierung zu pflegen. Das letztjährige Treffen fand am 26. Oktober statt und folgende Themenbereiche wurden behandelt:

- Projekt 3. Rhonekorrektur: Stand der Arbeiten und weiterer Fahrplan
- Definition eines Modells respektive Präzisierung von Kriterien im Zusammenhang mit der neuen gesetzlichen Verpflichtung für die Gemeinden zum Anschluss an ein Alters- und Pflegeheim
- Erarbeitung einer Strategie der Dienststelle für Gesundheit im Anschluss an das Pilotprojekt zum Thema medizinische Grundversorgung über die Hausärzte als Unterstützung für die betroffenen Gemeinden
- Neue Regionalpolitik: Erarbeitung eines Leitfadens mit Beispielen von konkreten Projekten, die vor dem Hintergrund der geltenden Vorgaben berücksichtigt werden können
- Energiepolitik: Strategie Wasserkraft, welche konkreten Massnahmen zur Umsetzung sind geplant (Weiterführung der Arbeiten)
- Gefahrenkarten ausserhalb des Perimeters der Rhone: Aktueller Stand der Verfahren zur Homologierung
- Tourismuspolitik: Agenda für die Zurverfügungstellung der sog. „caisse à outils“
- Registerhalter: Einsetzung einer Arbeitsgruppe, unter Berücksichtigung der involvierten Partner, zwecks Erarbeitung von Lösungen, um die Praktikabilität der Arbeiten der Registerhalter zu verbessern sowie die Koordination zu gewährleisten, insbesondere bis zur vollumfänglichen Informatisierung des Grundbuchs

Informationsveranstaltung

Der Verband Walliser Gemeinden organisiert Informationsveranstaltungen für die Vertreterinnen und Vertreter der Gemeinden zu wichtigen Themenbereichen. Im vergangenen Jahr wurde die Informationsveranstaltung mit der ordentlichen Generalversammlung des Verbandes kombiniert. In diesem Rahmen haben die Vorsteher der involvierten Departemente und die zuständigen Spezialisten der Kantonsverwaltung über die Gefahrenkarten im Zusammenhang mit den von der Rhone ausgehenden Naturgefahren informiert. Der VWG wird auch in Zukunft zu ausgewählten, für die Gemeinden wichtigen Themenbereichen, Informationsveranstaltungen durchführen.

Parlamentarische Gruppe Gemeinden

Eine wirkungsvolle Vertretung im Grossen Rat ist eine wichtige Voraussetzung für eine erfolgreiche Vertretung der Interessen der Gemeinden in den parlamentarischen Beratungen. Über die parlamentarische Gruppe Gemeinden sollen die Abgeordneten für die Anliegen der Gemeinden gewonnen werden. Zudem ergibt sich die Möglichkeit, die entsprechenden Positionen in die Entscheidungsfindungen einfließen zu lassen. Die parlamentarische Gruppe Gemeinden wird präsiert von Herrn Jean-Pierre Penon,

Gemeindepräsident Conthey und Grossrat. Der administrative Support für die Gruppe wird durch das Generalsekretariat des VWG gewährleistet. Die parlamentarische Gruppe Gemeinden setzt sich aus Vertretern sämtlicher politischen Fraktionen zusammen, und damit können die Anliegen der Gemeinden bereits im Rahmen der Beratungen innerhalb der Fraktionen geltend gemacht werden.

Spezifische Dossiers

◆ Neuer interkommunaler Finanzausgleich und Entflechtung der Aufgaben zwischen Kanton und Gemeinden (NFA II-VS)

Im Januar des vergangenen Jahres wurde das Vernehmlassungsverfahren betreffend den Vorentwurf der zweiten Umsetzungsetappe der Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden NFA II abgeschlossen. Der VWG hat im Rahmen dieses Verfahrens pro Departement eine Stellungnahme verfasst und diese unter Berücksichtigung der Rückmeldungen der Gemeinden in konsolidierter Form eingereicht. Der Vorstand VWG hat während des vergangenen Jahres das Projekt NFA II eng begleitet und wurde im Rahmen seiner Sitzungen jeweils über den aktuellen Stand der parlamentarischen Arbeiten orientiert. Zudem hat er gegebenenfalls erforderliche Massnahmen definiert. Ende Februar 2011 hat der Staatsrat sodann die Botschaft zum NFA II zuhanden des Grossen Rates verabschiedet. Die vom VWG im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens vorgebrachten Anliegen wurden vom Staatsrat mehrheitlich berücksichtigt. Im Bereich der Übergangsfristen für den neuen Finanzausgleich ging der Staatsrat jedoch weniger weit als die vom VWG verlangten 16 Jahre. Ebenso hat der Verband bei der Frage der Erhöhung der Lehrergehälter eine Limitierung verlangt, um die damit verbundenen finanziellen Auswirkungen für die Gemeinden beschränken zu können. Dieser Forderung ist der Staatsrat nicht nachgekommen und der Vorstand hat beschlossen, diese zwei Forderungen auch im Rahmen der anstehenden parlamentarischen Diskussionen einzubringen und zu vertreten. Diese Forderungen fanden bei der Mehrheit des Grossen Rates Gehör und wurden entsprechend berücksichtigt. Die neuen gesetzlichen Bestimmungen und die entsprechenden Ausführungsbestimmungen sind, mit Ausnahme des Gesetzes über die Langzeitpflege, gegen welches ein Referendum eingereicht worden ist, per 1. Januar 2012 in Kraft getreten. Im Wissen darum, dass die Kalkulationen auf der Basis des Referenzjahres 2008 angestellt worden sind, und nicht zuletzt auch aufgrund des ordentlichen Ausgabenwachstums eine Unsicherheit bezüglich der effektiven zahlenmässigen Resultate aus dem Projekt NFA II besteht, hat der VWG im Rahmen des Gesetzgebungsverfahrens verlangt, dass nach vier Jahren ein umfassender Zwischenbericht erstellt werden muss. Dieser soll Aufschluss darüber geben, wie sich die konkreten Auswirkungen auf die Gemeindefinanzen präsentieren. Je nach Resultat dieses Berichts und der Zwischenbilanz wird es darum gehen, allfällige erforderliche Korrekturmassnahmen zu treffen.

◆ Projekt der 3. Rhonekorrektur

Entsprechend dem vom Grossen Rat überwiesenen Postulat hat der Staatsrat ein Expertengremium eingesetzt, mit dem Auftrag, die seitens der Gemeinden eingebrachten Projekte einer technischen und juristischen Analyse zu unterziehen. Obwohl das Postulat einen Miteinbezug der betroffenen Gemeinden verlangt, wurden die Gemeinden seitens des Kantons und des Expertengremiums nicht involviert. Daraufhin hat der VWG im Namen der betroffenen Gemeinden beim zuständigen Departement bzw. beim Expertengremium interveniert und verlangt, dass die betroffenen Gemeinden miteinbezogen werden. Der Kanton hat dem Antrag des VWG entsprochen und in mehreren gemeinsamen Sitzungen mit den Gemeinden und den Vertretern des Kantons sowie dem Präsidenten des Expertengremiums galt es, die detaillierten Verfahrensschritte zu regeln und einen

aktiven Informationsaustausch zu pflegen. Die Gemeinden verlangten dabei mit aller Deutlichkeit, dass gemäss dem Wortlaut des vom Grossen Rat überwiesenen Postulats die verschiedenen Varianten einem detaillierten Vergleich unterzogen werden. Im 2. Semester 2011 haben in den betroffenen Gemeinden Ortsschauen stattgefunden und der Bericht der Expertengruppe wird für das 1. Quartal 2012 erwartet.

◆ **Rückerstattung der Transportkosten an die Lehrlinge**

Auf das Schuljahr 2010/2011 hat das zuständige Departement und die kantonale Dienststelle äusserst kurzfristig das System der Railchecks eingeführt, und dies ohne die betroffenen Kreise, wie insbesondere die Gemeinden, vorgängig zu konsultieren noch zu informieren. Im Hinblick auf das Schuljahr 2011/2012 hat der VWG beim zuständigen Departement verlangt, dass die bekannten Probleme dieses neuen Systems rasch behoben und die Gemeinden und weiteren Partner frühzeitig und detailliert informiert werden. Zudem hat der VWG verlangt, dass eine Arbeitsgruppe mit Vertretern der Gemeinden eingesetzt wird, um die zu treffenden Massnahmen gemeinsam mit dem Kanton zu definieren. Die Arbeitsgruppe hat sich zu mehreren Sitzungen zusammengefunden, und die Vertreter der Gemeinden haben ihre Forderungen bei den zuständigen Dienststellen platziert. Der Kanton hat sodann entschieden, dass für das Schuljahr 2011/2012 am aktuellen System mit den Railchecks festgehalten wird. Im Gegensatz zur Anwendung für das Schuljahr 2010/2011 haben die Vertreter der zuständigen Dienststellen versichert, dass die Partner (insbesondere Gemeinden, Lehrlinge und Transportunternehmen) rechtzeitig und detailliert über das genaue Verfahren orientiert werden und wirkungsvolle Kontrollmassnahmen eingeführt werden sollen. Im Weiteren sollen die Rechnungen der SBB wie bereits im Jahr zuvor durch den Kanton vorausbezahlt und anschliessend nach Berechnung eines kantonalen Durchschnitts pro Lehrling der jeweiligen Gemeinde in Rechnung gestellt werden. Im Gegensatz zu dem im Rahmen der Vernehmlassung zum NFA II unterbreiteten Vorschlags des Staatsrates konnte zudem erreicht werden, dass die Organisation der Lehrlingstransporte inskünftig vollumfänglich durch den Kanton sichergestellt wird. Die Einführung eines neuen Systems mit einem Jugendgeneralabonnement für das gesamte Wallis wird frühestens für das Schuljahr 2013/2014 erfolgen können, da es für die SBB nicht möglich ist, vor der nächsten Tarifierung Ende 2012 eine entsprechende Lösung zu präsentieren.

◆ **Probleme im Bereich der Registerhaltung**

Verschiedene Anpassungen und neue Vorgaben führten zu Problemen und Unstimmigkeiten bei den Arbeiten der Registerhalter. Einige dieser Praxisänderungen führten in der Umsetzung zu einem bedeutenden Mehraufwand bei den Registerhaltern und waren auch punkto Praktikabilität mehr als fragwürdig. Einerseits geht es dabei um Massnahmen auf der kurz- und mittelfristigen Zeitachse, wie beispielsweise die neuen Anforderungen an das Mutationsprotokoll. Auf der anderen Seite sind jedoch auch langfristige Projekte wie die konkrete Umsetzung des Projekts Grundbuch 2020 betroffen. Ganz generell musste festgestellt werden, dass ein Mangel an Zusammenarbeit und Koordination zwischen den zuständigen Departementen und den Registerhaltern in diesen Bereichen bestand. Der VWG hat daraufhin wiederholt bei der zuständigen Dienststelle interveniert und eine Klärung verlangt. Mit einem Schreiben an die Gemeinden hat die zuständige Dienststelle im Frühling des vergangenen Jahres weitergehende Informationen bekannt gegeben. Diese zusätzliche Information vermochte jedoch die bestehenden Probleme nicht zu lösen, und der VWG hat sodann die Einberufung einer Sitzung verlangt, bei der alle involvierten Partner von Seiten der Gemeinden und des Kantons in die Diskussion miteinbezogen werden sollen. Diese Sitzung hat im Herbst des vergangenen Jahres unter der Leitung des zuständigen Departementsvorstehers, Staatsrat Cina, stattgefunden. Anlässlich dieser Sitzung konnten die Vertreter der Gemeinden sowie der Registerhaltervereinigungen ihre Bedenken und Forderungen bei den zuständigen

Stellen der kantonalen Verwaltung deponieren. Der so stattgefundene Austausch soll als Grundlage für die künftigen Massnahmen zur Verbesserung der Zusammenarbeit und der Koordination zwischen Kanton und Gemeinden bzw. Registerhaltern dienen. Auf Antrag des VWG und der anwesenden Registerhalter wurde zudem beschlossen, eine Arbeitsgruppe einzusetzen, die unter dem Vorsitz von Martin Zurwerra, stellvertretender Generalsekretär des DVER, und unter Miteinbezug sämtlicher betroffenen Parteien, tragfähige Lösungen für die aufgeworfenen Probleme erarbeiten soll.

◆ **Eingeschränkte Vernehmlassung betreffend Abänderungsvorschlägen zum Baugesetz und zur Bauverordnung**

Im Rahmen einer eingeschränkten Vernehmlassung wurde der VWG zusammen mit den kantonalen Departementen eingeladen, zu den wesentlichen Abänderungsvorschlägen zum Baugesetz und zur Bauverordnung Stellung zu beziehen. Nach Abschluss dieser eingeschränkten Vernehmlassung und vor der Verabschiedung der Botschaft des Staatsrates an den Grossen Rat wird ein ordentliches Vernehmlassungsverfahren bei den interessierten Kreisen durchgeführt werden. Der Vorstand des VWG hat die Anpassungsvorschläge an zwei Sitzungen diskutiert und in seiner Stellungnahmen ausdrücklich darauf hingewiesen, dass er sich im Rahmen der folgenden breiten Vernehmlassung vorbehält, die Mitgliedergemeinden nach ihrer Beurteilung anzufragen und die entsprechenden Rückmeldungen in der definitiven Position des Verbandes zu berücksichtigen. Eine wesentliche vorgeschlagene Änderung geht dahin, dass mit dem neuen System die Gemeinden für diejenigen Baudossiers, die in ihrer Kompetenz liegen, nicht mehr über die Koordination der kantonalen Baukommission, sondern direkt die verschiedenen kantonalen Dienststellen konsultieren. Der Vorstand begrüsst im Grundsatz die Möglichkeit, dass die Gemeinden neu direkt die zuständigen kantonalen Stellen konsultieren können und damit eine Beschleunigung des Bewilligungsverfahrens erreicht werden kann. Jedoch verlangt der Vorstand, dass die Gemeinden in Zukunft wählen können, ob sie nach wie vor die Koordination in Anspruch nehmen wollen oder direkt die entsprechenden Dienststellen anfragen. Dies vor dem Hintergrund des Umstandes, dass die direkte Ansprache der Dienststellen für die Gemeinden einen Mehraufwand mit sich bringt und dies insbesondere bei kleineren Gemeinden und Gemeinden von mittlerer Grösse zu Problemen führen könnte. Zudem ist sicherzustellen, dass die betroffenen kantonalen Stellen mit den erforderlichen Ressourcen ausgestattet werden, damit ohne unverhältnismässige zeitliche Verzögerung auf die Anfragen der Gemeinden geantwortet werden kann und dementsprechend eine effektive Beschleunigung des Verfahrens erreicht wird. Der VWG wird im Rahmen der breiten Vernehmlassung seine Stellungnahme den Gemeinden zustellen und allfällige Bemerkungen in die definitive Ausarbeitung der Position miteinbeziehen.

◆ **Aktionsprogramm eGovernment des Staatssekretariats für Wirtschaft**

Das Staatssekretariat für Wirtschaft (SECO) hat ein Aktionsprogramm zum Thema eGovernment lanciert und ist den VWG in diesem Kontext angegangen. Die Zielsetzung besteht darin, die öffentlich-rechtlichen Körperschaften in ihren Anstrengungen betreffend eGovernment zu unterstützen und die Qualität der zur Verfügung gestellten Instrumente und der Hinweise auf den jeweiligen Internetseiten der Gemeinden zu verbessern. Der VWG begrüsst diese Initiative des Bundes und hat den Vertretern des Projekts anlässlich eines Treffens seine Unterstützung zugesagt. In diesem Rahmen wird eine Arbeitsgruppe aus Vertretern der Gemeinden gebildet, die zusammen mit den Projektverantwortlichen des Bundes, die prioritären Bereiche und Arbeiten definieren soll und auf dieser Basis konkrete Webinhalte zu diesen Themen erarbeiten wird. Diese standardisierten Webinhalte und Texte werden sodann allen Gemeinden als Grundlage zur Verfügung gestellt. Die Gemeinden haben dann die Möglichkeit, auf der Basis dieser Grundlagendokumente ihre eigenen Webauftritte anzupassen.

◆ **Berücksichtigung der Naturgefahren in der Raumplanung**

Der Verband hat wiederholt darauf hingewiesen, dass die Auswirkungen der Naturgefahren auf die Raumplanung für die Gemeinden von grosser Bedeutung sind. Es musste zudem festgestellt werden, dass in diesem Bereich Unsicherheiten und ungenügende Informationen vorlagen. Auf Antrag des VWG hat die Dienststelle für Raumentwicklung im vergangenen Jahr eine Broschüre erarbeitet, die diese Zusammenhänge zwischen den Naturgefahren, der Festlegung der Gefahrenkarten und der Raumplanung illustrieren soll sowie die einzelnen Verfahrensschritte darstellt. Die Broschüre wurde dem Vorstand präsentiert, und dieser zeigte sich überzeugt, dass mit diesem Dokument den Gemeinden ein wertvolles Informations- und Arbeitsinstrument zur Verfügung gestellt wird, welches einerseits die Arbeiten der Gemeinden vereinfachen und andererseits Antworten auf die dringendsten offenen Fragen im Bereich Naturgefahren und Raumplanung liefern soll.

Die Präsidentin:

Marianne Maret

Der Generalsekretär:

Oliver Schnyder

	Comptes 2010	Budget 2011	Comptes 2011	Budget 2012	Budget 2013
Recettes:					
Cotisations des membres	CHF 206'093.40	CHF 200'000.00	CHF 209'776.40	CHF 205'000.00	CHF 210'000.00
Montant de base	CHF 9'750.00	CHF 10'000.00	CHF 9'750.00	CHF 9'800.00	CHF 9'800.00
Intérêts bancaires	CHF 199.60	CHF 300.00	CHF 222.55	CHF 200.00	CHF 200.00
Total Recettes	CHF 216'043.00	CHF 210'300.00	CHF 219'748.95	CHF 215'000.00	CHF 220'000.00
Dépenses:					
Administration secrétariat, infrastructure, frais de bureau (téléphone, copies, ports, matériel de bureau), comptabilité, traductions	CHF 52'944.00 (TVA inclus)	CHF 52'944.00 (TVA inclus)	CHF 52'944.00 (TVA inclus)	CHF 52'944.00 (TVA inclus)	CHF 52'944.00 (TVA inclus)
Mandat secrétaire général	CHF 87'100.00	CHF 87'100.00	CHF 87'100.00	CHF 90'000.00	CHF 90'000.00
Rémunération complémentaire RPT II	CHF 10'760.00				
Charges sociales	CHF 16'430.10	CHF 14'000.00	CHF 16'898.75	CHF 16'000.00	CHF 17'000.00
Frais	CHF 4'800.00	CHF 4'800.00	CHF 4'800.00	CHF 4'800.00	CHF 4'800.00
Présidence / Comité / Commissions	CHF 14'472.20	CHF 18'000.00	CHF 15'426.40	CHF 20'000.00	CHF 20'000.00
Assemblée générale et Rapport annuel	CHF 6'465.15	CHF 4'500.00	CHF 6'738.55	CHF 6'000.00	CHF 6'000.00
Séance d'information	CHF 4'455.30	CHF 3'500.00	CHF 0.00	CHF 4'500.00	CHF 4'500.00
Formation des apprentis communaux	CHF 0.00	CHF 5'000.00	CHF 0.00	CHF 5'000.00	CHF 10'000.00
Convention de formation	CHF 1'000.00	CHF 1'000.00	CHF 1'000.00	CHF 1'000.00	CHF 1'000.00
IDHEAP / PAIR / CVPC	CHF 1'050.00	CHF 1'050.00	CHF 1'650.00	CHF 1'050.00	CHF 1'150.00
Hosting, Site internet / Hosting, Webside	CHF 1'745.95	CHF 2'000.00	CHF 2'501.10	CHF 2'000.00	CHF 2'000.00
Frais de tenue de compte / Impôt anticipé	CHF 252.55	CHF 200.00	CHF 141.55	CHF 300.00	CHF 300.00
Divers	CHF 1'047.50	CHF 3'000.00	CHF 2'498.70	CHF 3'000.00	CHF 3'000.00
Total Dépenses	CHF 202'522.75	CHF 197'094.00	CHF 191'699.05	CHF 206'594.00	CHF 212'694.00
Bénéfice de l'exercice / Perte de l'exercice	CHF 13'520.25	CHF 13'206.00	CHF 28'049.90	CHF 8'406.00	CHF 7'306.00

	Rechnung 2010	Budget 2011	Rechnung 2011	Budget 2012	Budget 2013
Einnahmen:					
Mitgliederbeiträge	CHF 206'093.40	CHF 200'000.00	CHF 209'776.40	CHF 205'000.00	CHF 210'000.00
Sockelbeitrag	CHF 9'750.00	CHF 10'000.00	CHF 9'750.00	CHF 9'800.00	CHF 9'800.00
Bankzinsen	CHF 199.60	CHF 300.00	CHF 222.55	CHF 200.00	CHF 200.00
Total Einnahmen	CHF 216'043.00	CHF 210'300.00	CHF 219'748.95	CHF 215'000.00	CHF 220'000.00
Ausgaben:					
Administration Sekretariat, Infrastruktur, Bürokosten (Telefon, Kopien, Porti, Büromaterial) Buchhaltung, Übersetzungen	CHF 52'944.00 (MWSt inkl.)	CHF 52'944.00 (MWSt inkl.)	CHF 52'944.00 (MWSt inkl.)	CHF 52'944.00 (MWSt inkl.)	CHF 52'944.00 (MWSt inkl.)
Mandat Generalsekretär	CHF 87'100.00	CHF 87'100.00	CHF 87'100.00	CHF 90'000.00	CHF 90'000.00
Ergänzende Entschädigung Aufwand NFA II	CHF 10'760.00				
Lohnnebenkosten	CHF 16'430.10	CHF 14'000.00	CHF 16'898.75	CHF 16'000.00	CHF 17'000.00
Spesen	CHF 4'800.00	CHF 4'800.00	CHF 4'800.00	CHF 4'800.00	CHF 4'800.00
Präsident / Vorstand / Kommissionen	CHF 14'472.20	CHF 18'000.00	CHF 15'426.40	CHF 20'000.00	CHF 20'000.00
Generalversammlung und Jahresbericht	CHF 6'465.15	CHF 4'500.00	CHF 6'738.55	CHF 6'000.00	CHF 6'000.00
Informationsveranstaltung	CHF 4'455.30	CHF 3'500.00	CHF 0.00	CHF 4'500.00	CHF 4'500.00
Ausbildung Gemeindelehrlinge	CHF 0.00	CHF 5'000.00	CHF 0.00	CHF 5'000.00	CHF 10'000.00
Ausbildungsvereinbarung	CHF 1'000.00	CHF 1'000.00	CHF 1'000.00	CHF 1'000.00	CHF 1'000.00
IDHEAP / PAIR / CVPC	CHF 1'050.00	CHF 1'050.00	CHF 1'650.00	CHF 1'050.00	CHF 1'150.00
Hosting, Site internet / Hosting, Webside	CHF 1'745.95	CHF 2'000.00	CHF 2'501.10	CHF 2'000.00	CHF 2'000.00
Bankspesen / Verrechnungssteuer	CHF 252.55	CHF 200.00	CHF 141.55	CHF 300.00	CHF 300.00
Diverses	CHF 1'047.50	CHF 3'000.00	CHF 2'498.70	CHF 3'000.00	CHF 3'000.00
Total Dépenses / Total Ausgaben	CHF 202'522.75	CHF 197'094.00	CHF 191'699.05	CHF 206'594.00	CHF 212'694.00
Betriebsgewinn / Betriebsverlüt	CHF 13'520.25	CHF 13'206.00	CHF 28'049.90	CHF 8'406.00	CHF 7'306.00

BILAN

ACTIF	31.12.2011		31.12.2010	
Compte auprès de la BCV	Fr.	<u>119'691.05</u>	Fr.	<u>91'641.15</u>
Total	Fr.	119'691.05	Fr.	91'641.15

PASSIF	31.12.2011		31.12.2010	
Créditeurs			Fr.	4'455.30
Fortune	Fr.	91'641.15	Fr.	73'665.60
Bénéfice/Perte	Fr.	<u>28'049.90</u>	Fr.	<u>13'520.25</u>
Total	Fr.	119'691.05	Fr.	91'641.15

BILANZ

AKTIVEN	31.12.2011		31.12.2010	
Bankkonto WKB	Fr.	<u>119'691.05</u>	Fr.	<u>91'641.15</u>
Total	Fr.	119'691.05	Fr.	91'641.15

PASSIVEN	31.12.2011		31.12.2010	
Kreditoren	Fr.	0.00	Fr.	4'455.30
Vermögen	Fr.	91'641.15	Fr.	73'665.60
Gewinn/Verlust	Fr.	<u>28'049.90</u>	Fr.	<u>13'520.25</u>
Total	Fr.	119'691.05	Fr.	91'641.15

FCV - VWG

Fédération des Communes Valaisannes

Verband Walliser Gemeinden

Rapport des vérificateurs de comptes 2011 à l'assemblée générale de la FCV

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

En notre qualité de vérificateurs des comptes de la FCV, nous avons vérifié, conformément aux dispositions légales, la comptabilité et les comptes annuels comprenant le bilan, le compte d'exploitation présentés par le Comité pour l'exercice arrêté au 31.12.2011.

Notre révision a été effectuée selon les normes reconnues.

Sur la base de notre vérification, nous constatons que la comptabilité et les comptes annuels sont conformes à la loi et aux statuts.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Les vérificateurs de comptes:

Nellen Markus

Ducret Maurice

Baltschieder / Charrat, le

COMITE ET SECRETARIAT DE LA FEDERATION DES COMMUNES VALAISANNES

Marianne MARET	Troistorrents	1872 Troistorrents	adm com: 024 476 80 10 fax: 024 476 80 20	e-mail : presidente@troistorrents.ch	Présidente
Stéphane PONT	Mollens	Rte de Montana 25 3974 Mollens VS	adm com: 027 481 11 21 fax: 027 480 15 04	e-mail: stephane.pont@cransmontana.ch	Vice-Président
Manfred HOLZER	Naters	Zentrum Kelchbachstrasse 16 3904 Naters	adm com: 027 922 75 75 fax: 027 922 47 05	e-mail: manfred.holzer@naters.ch	Vize-Präsident
Daniel FOURNIER	Dorénaz	1905 Dorénaz	adm com: 027 764 16 48 fax: 027 722 93 56	e-mail: commune@dorenaz.ch	Caissier
Jean-Laurent DARBELLAY	Liddes	1945 Liddes	adm com: 027 782 61 61 fax: 027 782 61 60	e-mail: jldarbella@netplus.ch	
Marcel MAURER	Sion	Rue du Stade 6 1950 Sion	adm com: 027 324 11 02 fax:	e-mail: s.chambovey@sion.ch	
Damien METRAILLER	Evolène	Bon Repos 1983 Evolène	adm com: 027 283 13 00 fax: 027 283 31 01	e-mail: damien.metrailler@admin-evolene.ch	
Josianne WYSSEN	Mund	Hegenstrasse 1 3903 Mund	adm com.: 027 923 65 27 fax: 027 923 83 13	e-mail: josianne.wyssen@bluewin.ch	
Graziella WALKER SALZMANN	Riederalp	3986 Ried- Mörel	adm com: 027 928 68 80 fax: 027 928 68 85	e-mail: graziella.walker@bluewin.ch	
Oliver SCHNYDER		CP 685 3900 Brig	tel: 027 924 66 00 fax: 027 924 66 01 natel: 079 337 46 65	e-mail: info@fcv-vwg.ch	Secrétariat général

Adresse:

Fédération des Communes Valaisannes
Secrétariat général
Case postale 685
3900 Brigue

Verband Walliser Gemeinden
Generalsekretariat
Postfach 685
3900 Brig

Tel. 027 924 66 00

Fax. 027 924 66 01

info@fcv-vwg.ch

<http://www.fcv-vwg.ch>